

Les subsides

les investisseurs étrangers peuvent invoquer pour ne pas venir au Canada et les investisseurs canadiens pour attendre ou placer leur argent à l'étranger. Personne ne fait confiance à un gouvernement qui camoufle ses pertes et met sur pied un empire privé aux dépenses incontrôlées qui ne rend de comptes à personne.

• (1530)

Le gouvernement prétend que les 6 et 5 p. 100 constituent un programme économique. Leur seul avantage a été de limiter les prix réglementés du secteur public et d'éviter qu'ils ne devancent les salaires plus qu'ils ne le font déjà, ainsi que de libérer un peu d'argent pour des projets de création d'emplois à court terme ou de freiner la hausse du déficit fédéral. C'est à peu près tout. Autrement, les 6 et 5 p. 100 ne sont qu'un slogan, une fraude et, pis encore, un bon prétexte pour prétendre que le gouvernement ne peut rien faire d'autre. La question des sociétés de la Couronne n'est pourtant qu'un des domaines dans lesquels le gouvernement pourrait agir s'il se souciait vraiment de créer des emplois pour les Canadiens de redresser l'économie du Canada. On pourrait faire des économies considérables si l'on disposait d'un système rendant les sociétés de la Couronne responsables devant le Parlement, de façon à stopper ce gaspillage régulier, constant et autorisé, par un gouvernement qui vole les pensionnés alors qu'il finance des sociétés de la Couronne dont le mandat est de gaspiller.

Laissez-moi vous donner une liste de certaines mesures qui pourraient créer un climat de confiance, ce climat que le premier ministre (M. Trudeau) prétend vouloir. Par exemple, un gouvernement qui voudrait encourager l'investissement au Canada pourrait déclarer immédiatement qu'il a l'intention de rétablir les anciennes dispositions fiscales sur les déductions pour amortissement, sur les prêts pour l'achat d'actions par les employés, sur les coûts financiers des IRLM, et sur la déductibilité de l'intérêt pour les REER, les RPDB et les régimes de pension enregistrés. Il suffirait d'annoncer cette politique pour que, immédiatement, les emplois se multiplient et que les investissements reprennent. Et le gouvernement du Canada pourrait la faire aujourd'hui s'il le désirait.

Le gouvernement pourrait, et selon nous devrait, annoncer qu'il renonce à maintenir la surtaxe des sociétés. Il devrait retirer sa proposition d'imposer les revenus accumulés des nouvelles polices d'assurance vie entière. Il devrait renoncer de façon catégorique à l'impôt proposé sur les gains en capital provenant de la réorganisation des sociétés. De telles déclarations, faites aujourd'hui, auraient des répercussions immédiates sur l'investissement et l'emploi. Elles aideraient les Canadiens qui sont actuellement en difficulté.

Le gouvernement pourrait, s'il le désirait, et il devrait renoncer au plan du ministre des Finances, dévoilé lors de son premier budget, d'appliquer les principes du Programme énergétique national à d'autres secteurs industriels. Si on renonçait à appliquer le PEN à d'autres secteurs, actuellement florissants, de l'économie canadienne, on dissiperait certaines des incertitudes que le ministre a créées dans ce pays. De plus, cela favoriserait directement l'investissement et la création d'emplois pour les Canadiens dans le besoin.

Le gouvernement devrait et pourrait certes, s'il le voulait, nous dire quelles dépenses improductives effectuées au titre de l'assurance-chômage, du bien-être et des recettes perdues du fait que les chômeurs et les faillis ne peuvent payer d'impôts, pourraient devenir profitables à des fins publiques; quelle infrastructure pourrait être mise en place; quels travaux publics pourraient être financés. Les Canadiens préféreraient travailler à des projets publics de ce genre au lieu de vivre des prestations d'assurance-chômage ou de devenir des assistés sociaux. Une initiative de ce genre créerait des emplois et rendraient les Canadiens conscients de leur valeur personnelle.

Le gouvernement pourrait abandonner ses efforts intempestifs pour imposer le bill S-31 qui, d'un seul coup, vient démentir le premier ministre qui prétend rechercher la collaboration. Son attitude a anéanti les espoirs d'une collaboration fédérale-provinciale et, soit dit en passant, a frustré l'espoir de placements provinciaux indirects qui pourraient créer des emplois et favoriser la croissance au Canada à l'heure actuelle, mais il n'en sera rien tant que le bill S-31 qui menace les députés ministériels ne sera pas retiré.

Ce sont là quelques-uns des domaines dans lesquels un gouvernement soucieux de s'attaquer à nos problèmes économiques s'empresserait d'agir. Dans bien des cas, il suffirait que le gouvernement libéral s'abstienne de suivre une politique qui crée des difficultés, étouffe la croissance et fait perdre aux Canadiens leur emploi. Il est indiscutable à l'heure actuelle, que si le gouvernement cessait par son intervention de causer des difficultés, il y aurait plus d'emplois pour les Canadiens, la croissance économique serait meilleure et les investisseurs ne fuiraient pas le Canada.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Le premier ministre prétend que nos problèmes sont dus à des facteurs externes. Je l'accuse rarement d'être modeste, mais il l'est certainement beaucoup trop quand il blâme les autres pour la situation dans laquelle nous sommes. Les mesures et le comportement des ministériels sont la cause principale de notre chômage élevé, de la fuite des capitaux et de la dépression dans laquelle nous nous enlisons.

Des voix: Bravo!

M. Peterson: C'est tout à fait ridicule.

M. Clark: J'entends le député temporaire de Willowdale (M. Peterson) dire que c'est tout à fait ridicule. J'aimerais savoir ce qu'il pense du principe de la responsabilité des sociétés de la Couronne envers le Parlement. Va-t-il encore à sa façon grégaire habituelle voter contre ses principes, ou va-t-il ce soir voter en faveur d'un principe qui redonnera aux gens et aux...

M. Fisher: Qu'en pense Peter Worthington? Parlez-nous du prochain député de Broadview.

M. Clark: Je parlerai du député de Scarborough dans quelques instants.

M. Epp: Son tour s'en vient.